

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

18 SEPTEMBRE 2003

Proposition de loi visant à octroyer une licence aux prostituées

(Déposée par Mme Erika Thijs)

DÉVELOPPEMENTS

1. Introduction

La collectivité et les autorités de notre pays sont confrontées depuis des siècles à la problématique de la place qu'occupe la prostitution au sein de notre société. La prostitution se situe dans la « zone grise ». Nous pouvons parler d'une politique de tolérance en la matière, ce qui ne nous excuse pas pour autant d'une certaine hypocrisie.

Ces dix dernières années, nous avons assisté à un glissement très net du phénomène vers une prostitution issue de la traite des êtres humains.

La prostitution est devenue un terreau propice à l'éclosion des formes de criminalité les plus diverses. Lentement mais sûrement, elle est infiltrée par la criminalité organisée, avec toutes les conséquences qui en découlent pour les prostituées et pour la société.

Peu à peu, on prend conscience de la nécessité d'adapter la politique pénale en matière de prostitution, car elle est trop souvent perçue comme ambiguë, voire contradictoire.

En outre, les rapports de la sous-commission « Traite des êtres humains et prostitution » (doc. Sénat, n° 2-152) et de la commission du suivi en matière de criminalité organisée (doc. Sénat, n° 2-425) du Sénat ont chaque fois mis l'accent sur l'inquiétante augmentation de l'exploitation sexuelle, tant des personnes majeures que mineures.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

18 SEPTEMBER 2003

Wetsvoorstel tot toekenning van een vergunning aan prostituees

(Ingediend door mevrouw Erika Thijs)

TOELICHTING

I. Inleiding

Reeds eeuwen worstelen onze samenleving en onze overheden met de plaats van de prostitutie in onze maatschappij. Prostitutie speelt zich af in de grijze zone. We kunnen spreken van een gedoogbeleid, waarbij we niet vrijgepleit worden van een zekere hypocrisie.

De laatste 10 jaar hebben we een duidelijke verschuiving vastgesteld naar een prostitutie voortvloeiend uit mensenhandel.

Prostitutie is een ideale voedingsbodem geworden voor allerlei vormen van criminaliteit. Ze wordt langzaam maar zeker ingepalmd door de georganiseerde criminaliteit, met alle gevolgen vandien voor de prostituees en voor de gemeenschap.

Het besef is stilaan gegroeid dat het strafrechterlijk beleid inzake prostitutie dient aangepast te worden omdat het beleid te vaak ervaren wordt als ambigu en zelfs tegenstrijdig.

Daarenboven bleek uit de verslagen van de subcommissie mensenhandel (stuk Senaat, nr. 2-152) en uit de verslagen van de opvolgingscommissie inzake de georganiseerde criminaliteit (stuk Senaat, nr. 2-425) van de Senaat telkens opnieuw de verontwaardigende toename van de seksuele exploitatie van zowel meerderjarigen als minderjarigen.

L'heure est venue d'infléchir la politique en la matière. Pour justifier la nécessité de cette démarche, il suffit d'évoquer les principes fondateurs de la loi pénale belge.

Le législateur pénal belge de 1867 a accordé la préférence à la répression du proxénétisme. La prostitution en tant que telle n'était pas inquiétée à condition de ne pas troubler l'ordre public, les bonnes mœurs et la tranquillité publique.

En 1836, le législateur avait confié la réglementation de la prostitution au collège des bourgmestre et échevins, ce qui avait eu pour effet de priver cette réglementation de toute cohérence. Chaque commune était libre d'arrêter ses propres règlements (De Cant, P. et Screvens, R., *La loi du 21 août 1948 supprimant la législation officielle de la prostitution*, dans *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1948, p. 163).

En abrogeant la réglementation précédente, le législateur de 1948 a opté pour une dérégulation totale de la prostitution. Cela s'est traduit, dans les faits, par une politique de tolérance vis-à-vis de l'exploitation sexuelle.

Il en était arrivé à la conclusion qu'étant donné les conditions sociales de l'époque, une approche purement répressive n'était pas la solution optimale.

Notre pays s'inscrivait alors dans la tendance abolitionniste, si bien que le contrôle de la prostitution, qui était effectif jusqu'alors, finit par disparaître complètement.

Les effets néfastes de cette politique sur la santé publique et sur le bien-être social sautent aux yeux. Une société évoluée comme la nôtre n'a-t-elle pas le devoir d'y être attentive ?

D'aucuns estiment que la prostitution doit être «légalisée», ce qui rendrait également possible l'exploitation des services sexuels d'un tiers, dans le cadre d'un contrat de travail ou non. D'autres pensent au contraire que le recours à des services sexuels doit toujours être sanctionné. Telle est la position défendue par la Suède, par exemple.

Nous estimons qu'aucune de ces deux approches n'est à même d'apporter une solution juste et équilibrée, respectant la dignité de la personne prostituée.

Ainsi, dans son rapport intermédiaire du 17 avril 2001, la commission du suivi en matière de criminalité organisée formule, à l'unanimité et en concertation avec les procureurs du Roi du pays, la recommandation suivante: «Les procureurs des grandes villes proposent de procéder à l'enregistrement systématique de tou(te)s les prostitué(e)s, ce qui peut apparaître comme souhaitable. Cet enregistrement faciliterait le

De tijd is rijp om stappen te doen in het beleid. Deze stappen zijn te verantwoorden als we teruggrijpen naar de beginselen die aan de basis liggen van de Belgische strafwet.

De Belgische strafwetgever van 1867 heeft de voorkeur gegeven aan de bestraffing van het pooierschap. Prostitutie als dusdanig werd ongemoeid gelaten voor zover het de openbare orde, de goede zeden en de openbare rust niet verstoortte.

De wetgever had in 1836 de reglementering van de prostitutie overgelaten aan het college van burgemeesters en schepenen. Dit had tot gevolg dat er geen enkele uniformiteit was inzake de reglementering van de prostitutie. Iedere gemeente was vrij al dan niet haar eigen reglementen te maken (De Cant, P. en Screvens, R., «La loi du 21 août 1948 supprimant la législation officielle de la prostitution», in «*Revue de droit pénal et de criminologie*», 1948, blz. 163).

De wetgever van 1948, die voorgaande regelgeving had opgeheven, heeft gekozen voor een totale deregulering van de prostitutie. Dit had in feite een gedoogbeleid inzake de seksuele exploitatie tot gevolg.

Zijn conclusie was dat een louter repressieve benadering — gegeven de toenmalige maatschappelijke omstandigheden — niet de optimale oplossing was.

Ons land schreef zich destijds in de abolitionistische stroming in waardoor de controle over de prostitutie, die er tot op dat ogenblik wel was, geheel wegviel.

De nefaste gevolgen voor de volksgezondheid en voor het maatschappelijk welzijn zijn nadrukkelijk aanwezig. Moeten we hiervoor niet alert zijn in onze geëvolueerde samenleving ?

Volgens sommigen dient de prostitutie «gelegaliseerd» te worden, waarbij ook het uitbaten van de seksuele diensten van een derde mogelijk wordt, al dan niet binnen het kader van een arbeidsovereenkomst. Volgens anderen dient het beroep doen op seksuele diensten steeds te worden gestraft. Dit laatste is volgens het Zweeds model.

Wij menen dat noch het ene, noch het andere op een evenwichtige wijze — en met eerbied voor de waardigheid van de prostituee — de juiste oplossing kan bieden.

Zo beveelt de opvolgingscommissie inzake de georganiseerde criminaliteit unaniem, en in samenspraak met de procureurs des Konings van het land, in haar tussentijds verslag van 17 april 2001 aan: «De procureurs van de grote steden stellen voor een systematische registratie van alle prostituees door te sturen, hetgeen wellicht wenselijk voorkomt. Dit zal de politionele controle vergemakkelijken en de nodige psy-

contrôle de la police et favoriserait le nécessaire accompagnement psychosocial de cette catégorie de personnes extrêmement vulnérables» (doc. Sénat, n° 2-425/1).

Nous pensons qu'il convient d'emboîter le pas à la commission du suivi dans sa recommandation approuvée à l'unanimité. La présente proposition de loi — qui entend mettre en pratique cette recommandation — a dès lors pour objectif principal de promouvoir la protection sociale de la personne prostituée, en tenant compte de la nécessité du maintien de l'ordre public.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Articles 2 et 3

Instauration d'un régime de licence communal

Par le biais de la présente proposition de loi, le législateur pénal réaffirme clairement le caractère illécite de la prostitution.

Par conséquent, la prostitution doit — si elle porte atteinte aux bonnes mœurs et si elle est susceptible de troubler la tranquillité publique — être inscrite dans la loi pénale en tant que délit spécifique, à moins que les intéressé(e)s ne disposent d'une licence délivrée par la commune.

Cela signifie que la commune qui souhaite réglementer la prostitution doit délivrer des licences.

La pratique de la prostitution dans une commune où elle n'est pas autorisée est punie d'une amende.

D'une part, nous estimons que la peine correctionnelle la plus légère — l'amende — est indiquée en l'espèce car il ne s'agit que d'un délit contre l'ordre public; d'autre part, nous avons délibérément opté pour l'autorité communale, car l'ordre public et la tranquillité publique sont des matières traditionnellement communales. Les communes sont libres de décider elles-mêmes dans quelle mesure elles souhaitent autoriser la prostitution sur leur territoire.

Les conditions d'octroi individuelles doivent être définies de manière uniforme par le Roi. Cette licence, qui devra être renouvelée tous les deux ans, a pour but de permettre un contrôle public des «conditions de travail» et de «l'état de santé» de toute personne prostituée.

La licence doit permettre de contrôler si la personne prostituée est apte à la prostitution, non seulement physiquement mais aussi mentalement. L'Inspection du travail et de la santé pourrait jouer un rôle important en la matière. Il va de soi que les

chosociale begeleiding van deze uitermate kwetsbare groep bevorderen» (stuk Senaat, nr. 2-425/1).

Wij menen dat de opvolgingscommissie in haar unaniem goedgekeurde aanbeveling moet worden gevolgd. Dit wetsvoorstel — dat deze aanbeveling in de praktijk wil omzetten — heeft dan ook als hoofddoelstelling de maatschappelijke bescherming van de prostituee te bevorderen, rekening houdende met de noodzaak de openbare orde te handhaven.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikelen 2 en 3

Invoering van een gemeentelijk vergunningsstelsel

Ingevolge dit wetsvoorstel wordt het onrechtmatig karakter van de prostitutie door de strafwetgever duidelijk bevestigd.

Derhalve dient prostitutie — indien ze ingaat tegen de goede zeden en indien ze de openbare rust kan verstoren — ingeschreven te worden als een specifiek misdrijf in de strafwet, tenzij de betrokkenen over een door de gemeente uitgereikte vergunning beschikken.

Dat betekent dat de gemeente die dit wenst vergunningen moeten uitreiken.

Het bedrijven van de prostitutie in een gemeente waar dit niet toegelaten is, wordt met een boete bestraft.

Enerzijds menen wij dat de laagste correctionele straf — namelijk de boete — hier aangewezen is, omdat het hier slechts gaat om een misdrijf tegen de openbare orde, anderzijds werd er bewust gekozen voor de gemeentelijke autoriteit, vermits de openbare orde en de openbare rust traditioneel gemeentelijke aangelegenheden zijn. De gemeenten kunnen zelf beslissen in hoeverre zij de prostitutie op hun grondgebied willen toelaten.

De individuele toekenningsvoorwaarden dienen door de Koning op een eenvormige wijze te worden bepaald. De bedoeling van deze vergunning, die om de twee jaar zal moeten worden hernieuwd, is een openbaar toezicht mogelijk te maken op de «arbeidsvoorwaarden» en de «gezondheidstoestand» van elke prostituee.

De vergunning moet het mogelijk maken om te controleren of de prostituee, niet alleen fysisch maar ook mentaal geschikt is voor de prostitutie. De arbeids- en gezondheidsinspectie zou hier een belangrijke rol kunnen spelen. Het spreekt voor zich dat

personnes plus vulnérables mentalement ou physiquement doivent être écartées de la prostitution.

En outre, la commune devra recueillir l'avis de l'auditeur du travail, tant lors de la demande initiale qu'en cas de renouvellement de la licence. L'objectif de cette obligation est double: l'auditeur du travail pourra — en tant que représentant du ministère public — renseigner la commune sur les antécédents judiciaires du demandeur et il pourra en outre vérifier si les personnes concernées ne se trouvent pas, en réalité, sous un statut de « faux indépendant ».

Enfin, nous avons volontairement opté pour une licence temporaire et renouvelable. En effet, les pouvoirs publics doivent pouvoir exercer un contrôle permanent sur la prostitution.

Article 4

L'amende

Dans la mesure où la pratique de la prostitution sans licence constitue un délit contre l'ordre public et contre les bonnes mœurs et que nous visons avant tout la protection de la prostituée, nous avons opté pour une peine légère, revêtant la forme d'une amende.

Nous pensons toutefois que la possibilité d'une amende doit rester ouverte, afin que l'application effective de la loi puisse être assurée.

Article 5

Protection de la prostituée contre les pratiques malhonnêtes en ce qui concerne la location de l'établissement où elle travaille

Dans de nombreux cas, les loyers qui sont demandés pour des établissements de prostitution sont manifestement trop élevés. Outre qu'il pose un problème social, ce phénomène contribue à l'exploitation de la prostituée. Les prix demandés pour certains immeubles constituent en fait une forme de proxénétisme déguisé, où une large part du bénéfice tiré de la prostitution est cédée au propriétaire de l'immeuble.

Il s'agit là d'un problème très ancien et relativement complexe. La plupart des prostituées n'osent pas porter plainte elles-mêmes auprès des autorités lorsqu'elles sont victimes de ce genre d'abus.

Pour tenter de résoudre ce problème, nous avons choisi de faire enregistrer, outre la licence, tout contrat de bail ayant pour objet un établissement de prostitution.

mensen in een mentaal of fysisch zwakkere positie uit de prostitutie moeten worden geweerd.

Bovendien zal de gemeente, zowel bij oorspronkelijke aanvraag als bij de verlenging van de vergunning het advies van de arbeidsauditeur moeten inwinnen. De bedoeling hiervan is dubbel: de arbeidsauditeur zal — als vertegenwoordiger van het openbare ministerie — de gemeente kunnen adviseren over de gerechtelijke antecedenten van de aanvrager en tevens zal hij kunnen nagaan of de betrokkenen zich in feite niet in een staat van schijnzelfstandige bevinden.

Ten slotte werd er bewust gekozen voor een tijdelijke, hernieuwbare vergunning. De overheid moet immers een permanente controle kunnen uitoefenen over de prostitutie.

Artikel 4

Boete

Aangezien het bedrijven van prostitutie zonder vergunning een misdrijf is tegen de openbare orde en de goede zeden en we vooral de bescherming van de prostituee beogen, hebben wij voor een lichte straf gekozen onder de vorm van een boete.

Wij menen echter dat de mogelijkheid van een boete open moet blijven, teneinde de effectieve toepassing van de wet te verzekeren.

Artikel 5

Bescherming van de prostituee tegen malafide praktijken in verband met de verhuur van hun arbeidspand

De huurprijzen die worden gevraagd voor prostitutiepanden zijn in vele gevallen kennelijk te hoog. Dit brengt niet alleen een sociaal probleem met zich mee maar is een onderdeel van de exploitatie van de prostituee. In feite zijn de prijzen die voor sommige panden worden gevraagd een verdoken vorm van pooierschap, waarbij een aanzienlijk deel van de winst die uit de prostitutie wordt gehaald afgestaan wordt aan de eigenaar van het pand.

Dit probleem is zeer oud en vrij complex. De meeste prostituees durven niet zelf klacht in te dienen bij de overheid wanneer zij het slachtoffer zijn van dergelijke woekerpraktijken.

Om een oplossing te vinden voor dit probleem hebben wij ervoor gekozen iedere huurovereenkomst die als voorwerp een prostitutiepand heeft samen met de vergunning te laten registreren.

La présente proposition de loi instaure une «commission de conciliation» chargée de deux missions :

1. vérifier si le prix stipulé correspond à la valeur du bien. Au besoin, la commission peut réduire le loyer d'office;

2. vérifier si le prix effectivement payé correspond au prix stipulé.

Nous sommes bien conscients qu'il s'agit là du point le plus délicat. C'est pourquoi nous avons choisi d'habiliter la commission à informer le procureur du Roi lorsqu'elle présume que le loyer demandé est excessif. Plus la commission contrôlera l'ensemble du marché locatif, plus elle aura de chances de repérer rapidement les bailleurs présumés coupables de malhonnêteté manifeste.

Nous avons également introduit dans la présente proposition de loi un délit basé sur la disposition relative aux «négriers du logement», que l'on retrouve dans la loi du 15 décembre 1980. Toute personne qui, d'une manière ou d'une autre, profite de la faiblesse des prostituées pour demander des prix abusifs, doit être sanctionnée. Il en va de même des bailleurs qui demandent un prix «officiel» auquel s'ajoute toute fois un «surplus».

Article 6

Protection sociale de la prostituée: un statut d'indépendant

Pour pouvoir lutter plus efficacement contre des phénomènes comme la traite des êtres humains, pour arracher la prostitution à l'emprise du milieu, pour garantir une meilleure protection aux personnes qui travaillent dans ce secteur et pour pouvoir combattre plus sûrement toutes sortes de formes d'exploitation et de proxénétisme, il faut offrir une meilleure protection juridique aux prostituées, car, de par le caractère marginal de leurs activités, elles sont socialement vulnérables.

Ce n'est évidemment pas le secteur de la prostitution en tant que tel, mais bien la personne de la prostituée, qui doit bénéficier d'une protection sociale.

Notre pays dispose d'un vaste réseau de structures sociales, basées essentiellement sur les activités économiques exercées par la personne concernée.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la prostituée soit intégrée dans un des cadres sociaux existants.

En l'espèce, nous avons volontairement opté pour le statut d'indépendant.

Ce choix a été dicté par deux préoccupations.

Dit wetsvoorstel roept een «bemiddelingscommissie» in het leven die belast is met twee taken:

1. controleren of de bedongen prijs overeenstemt met de waarde van het goed. Desnoods kan de commissie de huurprijs ambtshalve herleiden;

2. controleren of de werkelijk betaalde prijs overeenstemt met de bedongen prijs.

Wij zijn er ons van bewust dat dit het meest delicate punt is. Derhalve hebben wij ervoor gekozen de commissie de bevoegdheid te geven de procureur des Konings in te lichten wanneer zij vermoedt dat er een «meerprijs» wordt gevraagd. Naarmate de commissie de controle zal uitoefenen op de ganse huurmarkt, vergroot men de kans dat zij snel zal vermoeden welke verhuurders manifest malafide handelen.

Wij hebben ook een misdrijf in dit wetsvoorstel ingevoerd dat zich baseert op de bestaande bepaling over de «huisjesmelkers» in de wet van 15 december 1980. Zij die op één of andere manier gebruik maken van de zwakheid van prostituees om woekerprijzen te vragen dienen gestraft te worden. Hetzelfde geldt voor de verhuurders die een «officiële» prijs vragen, maar erbovenop «nog wat bijvragen».

Artikel 6

Sociale bescherming van de prostituee: een zelfstandig statuut

Om fenomenen als mensenhandel beter te kunnen bestrijden, om prostitutie uit de greep van het misdadmilieu te houden, om aan de personen werkzaam in deze sector een betere bescherming te geven en om allerlei vormen van uitbuiting en pooierschap beter te kunnen bestrijden is het noodzakelijk dat aan de prostituees, die omwille van hun marginale activiteiten maatschappelijk kwetsbaar zijn, een betere juridische bescherming wordt geboden.

Het is uiteraard niet de sector van de prostitutie als dusdanig, maar wel degelijk de persoon van de prostituee die sociaal beschermd moet worden.

Ons land kent een uitgebreid netwerk van sociale voorzieningen die hoofdzakelijk gebaseerd zijn om de economische activiteiten die de betrokkene uitoefent.

Om die reden is het wenselijk dat de prostituee in één van de sociale kaders zou worden opgenomen.

In casu werd er bewust gekozen voor het statuut van zelfstandige.

Twee bekommernissen leggen deze keuze op.

Premièrement, l'embauchage de personnes à des fins de prostitution doit rester explicitement interdit. L'existence d'un contrat de travail implique *de jure* et *de facto* un lien de subordination du travailleur vis-à-vis de son employeur, ce qui est non seulement contraire à l'interdiction générale de l'exploitation économique de la prostitution, mais aussi en totale contradiction avec la dignité humaine.

Deuxièmement, il convient de rappeler une fois de plus que la prostitution en tant que telle est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Un contrat n'a de valeur juridique que si tant son objet que sa cause sont compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Tel ne serait manifestement pas le cas en l'espèce, de sorte que le statut d'indépendant est le seul qui puisse offrir à la prostituée la protection juridique et sociale dont elle a besoin.

Il va de soi que les prostituées qui exercent cette activité depuis un certain temps déjà et qui se feront enregistrer pour la première fois comme indépendantes à la suite de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne doivent être lésées ni socialement ni fiscalement.

Conformément à l'article 581, 1^o et 2^o, du Code judiciaire, le tribunal de travail est compétent pour connaître de toutes les contestations relatives aux droits et obligations qui résultent de la présente loi.

Article 7

Les cotisations sociales

Afin d'éviter que les «nouvelles» indépendantes ne se voient réclamer des arriérés de cotisations, la loi dispose qu'elles sont réputées avoir entamé leur activité d'indépendante à la date de délivrance de la licence. De même, les prostituées sont censées avoir mis fin à leur activité à la date d'expiration de la licence.

Article 8

Protection de la dignité de la prostituée

La présente proposition a pour but non seulement de combattre l'exploitation des prostituées, mais aussi de promouvoir la dignité de la femme.

C'est pourquoi il est souhaitable de ne pas reconnaître la prostitution comme une «profession normale».

Ten eerste omdat het aanwerven van personen met het oog op prostitutie ondubbelzinnig verboden moet blijven. Het bestaan van een arbeidsovereenkomst impliceert *de jure* en *de facto* een band van ondergeschiktheid van de werknemer aan zijn werkgever, hetgeen niet alleen strijdig is met het algemeen verbod op de economische exploitatie van de prostitutie, maar bovendien volkomen strijdig is met de menselijke waardigheid.

Ten tweede dient er nogmaals op gewezen te worden dat de prostitutie als dusdanig strijdig is met de openbare orde en de goede zeden.

Een overeenkomst kan slechts rechtsgeldig tot stand komen wanneer zowel haar voorwerp als haar oorzaak verenigbaar zijn met de openbare orde en de goede zeden. Dit zou hier duidelijk niet het geval zijn, zodat het zelfstandigenstatuut het enige statuut is dat aan de prostituee de nodige juridische en sociale bescherming kan verlenen.

Het spreekt voor zich dat de prostituees die reeds sinds geruime tijd een activiteit als prostituee uitoefenen en die zich tengevolge van de inwerkingtreding van deze wet voor het eerst als zelfstandige zullen aanmelden, noch op sociaal, noch op fiscaal vlak dienen te worden benadeeld.

Overeenkomstig artikel 581, 1^o en 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek, is de arbeidsrechtbank bevoegd om kennis te nemen van alle geschillen met betrekking tot de rechten en de plichten die voortvloeien uit deze wet.

Artikel 7

De sociale bijdragen

Teneinde te vermijden dat men van de «nieuwe» zelfstandige achterstallige bijdragen zou vorderen bepaalt de wet dat zij worden geacht hun activiteiten als zelfstandigen te hebben aangevat op datum van de uitreiking van de vergunning. Tevens worden de prostituees geacht hun activiteiten te hebben stopgezet op het ogenblik van het vervallen van de vergunning.

Artikel 8

Bescherming van de waardigheid van de prostituee

Dit voorstel heeft niet alleen tot doel de uitbuiting van de prostituees tegen te gaan, maar tevens de waardigheid van de vrouw te promoten.

Om deze reden is het wenselijk om de prostitutie niet als een «normaal beroep» te erkennen.

Il faut éviter que les prostituées, en raison de leur activité indépendante, ne soient obligées de se faire inscrire au registre du commerce ou au registre de l'artisanat.

Le corps n'est évidemment pas une marchandise, de sorte qu'il ne peut être question ici d'activité commerciale ou artisanale. La dignité de la prostituée doit primer les intérêts d'un «secteur» déterminé.

En outre, l'immatriculation au registre du commerce ou au registre de l'artisanat constituerait une violation du droit à la vie privée des prostituées, car ces deux registres sont accessibles au public. Il n'est évidemment pas souhaitable que n'importe qui puisse prendre connaissance de l'identité et de l'adresse privée des prostituées. À ce propos, il suffit que les autorités communales conservent les licences dans un registre confidentiel.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Afin d'autoriser la pratique de la prostitution sur leur territoire, les communes peuvent octroyer une licence à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 3.

Les noms des titulaires sont consignés dans un registre. Ces registres sont strictement confidentiels.

Le Roi fixe les modalités de l'accès au registre et de la gestion de celui-ci.

Art. 3

§ 1^{er}. La demande de licence visée à l'article 2 de la présente loi est adressée au collège des bourgmestre et échevins de la commune où le demandeur a l'intention d'exercer les activités visées à l'article 2, alinéa 1^{er}.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins transmet la demande à l'auditeur du travail, qui rend un avis dans les quatre mois.

Men moet vermijden dat de prostituees, omwille van hun zelfstandige activiteit, zouden verplicht worden om zich in het handelsregister of in het ambachtsregister in te schrijven.

Het lichaam is uiteraard geen koopwaar, zodat er geen sprake kan zijn van een handelsactiviteit of van een ambachtelijke activiteit. De waardigheid van de prostituee dient verkozen te worden boven de belangen van een bepaalde «sector».

Bovendien zou de inschrijving in het handelsregister of in het ambachtsregister het recht op privacy van de prostituees schenden. Beide registers zijn immers toegankelijk voor het publiek. Het is uiteraard niet wenselijk dat eenieder de identiteit en het privé-adres van prostituees te weten zou kunnen komen. Het volstaat in dit opzicht dat de vergunningen door de gemeentelijke overheden in een vertrouwelijk register worden bewaard.

Erika THIJIS.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Teneinde het bedrijven van prostitutie op hun grondgebied toe te laten, kunnen de gemeenten hier toe een vergunning verlenen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3.

De namen van de titularissen worden in een register bewaard. Deze registers zijn strikt vertrouwelijk.

De Koning stelt de nadere regels vast betreffende de toegang tot en het beheer van het register.

Art. 3

§ 1. De aanvraag tot vergunning zoals bedoeld in artikel 2 van deze wet wordt gericht aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de aanvrager voornemens is de in artikel 2, eerste lid, bedoelde activiteiten uit te oefenen.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen maakt de aanvraag over aan de arbeidsauditeur, die binnen vier maanden een advies verleent.

§ 3. La licence expire après deux ans et peut être prolongée à chaque fois d'une période de deux ans par le collège des bourgmestre et échevins, après avis de l'auditeur du travail.

§ 4. Le Roi fixe les conditions d'octroi de la licence visée à l'article 2.

Ces conditions concerneront au moins les antécédents judiciaires de l'intéressé, l'activité prévue, les conditions de travail et la santé physique et mentale du demandeur.

§ 5. La licence visée à l'article 2 peut également être octroyée à des ressortissants de pays qui ne font pas partie de l'Union européenne, à condition qu'ils se conforment aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Art. 4

Sera puni d'une amende de 200 EUR à 1 000 EUR, quiconque pratique ou propose de pratiquer des actes sexuels avec un tiers contre paiement, sans être en possession de la licence visée à l'article 2.

Art. 5

§ 1^{er}. Lors de la demande de la licence visée à l'article 2, le demandeur présente un exemplaire du contrat de bail ou du certificat de propriété de l'immeuble où il a l'intention d'exercer son activité.

§ 2. Pour chaque canton judiciaire est créée une Commission de conciliation chargée du contrôle de l'exécution des contrats de bail visés au § 1^{er}.

La commission de conciliation est composée du juge de paix du canton concerné, d'un représentant d'une ASBL ayant pour objet social la défense des droits des prostituées et d'un avocat.

Le Roi fixe la liste des associations visées à l'alinéa 2.

§ 3. La commission de conciliation examine plus particulièrement si le loyer convenu est conforme à la valeur de l'immeuble loué. Le Roi fixe la valeur moyenne des immeubles par canton, d'un commun accord avec le secteur.

Lorsqu'elle constate que le prix excède le loyer normal, elle peut, d'office, réduire le loyer de moitié.

§ 4. Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 EUR à 25 000 EUR,

§ 3. De vergunning vervalt na 2 jaar en kan door het college van burgemeester en schepenen telkens worden verlengd met een termijn van 2 jaar nadat het advies van de arbeidsauditeur ingewonnen werd.

§ 4. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de in artikel 2 bedoelde vergunning kan worden verleend.

Deze voorwaarden zullen ten minste betrekking hebben op de gerechtelijke antecedenten van de geïnteresseerde, de geplande bedrijfsvoering, de arbeidsomstandigheden en de fysische en psychische gezondheid van de aanvrager.

§ 5. De in artikel 2 bedoelde vergunning kan tevens aan onderdanen van landen die geen deel uitmaken van de Europese Unie worden verleend op voorwaarde dat zij voldoen aan de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Art. 4

Diegene die tegen betaling seksuele handelingen met een derde verricht of aanbiedt te verrichten, zonder in het bezit te zijn van de in artikel 2 bedoelde vergunning wordt gestraft met een boete van 200 EUR tot 1 000 EUR.

Art. 5

§ 1. Bij de aanvraag van de in artikel 2 bedoelde vergunning legt de aanvrager een exemplaar voor van de huurovereenkomst of van het eigendomsbewijs van het pand waar de aanvrager voornemens is zijn activiteit uit te oefenen.

§ 2. Voor elk gerechtelijk kanton wordt een bemiddelingscommissie opgericht die belast is met het toezicht op de uitvoering van de in § 1 bedoelde huurovereenkomsten.

De bemiddelingscommissie is samengesteld uit de vrederechter van het betrokken kanton, een vertegenwoordiger van een VZW die als maatschappelijk doel de verdediging van de rechten van de prostituees heeft en een advocaat.

De Koning bepaalt de lijst van de verenigingen bedoeld in het tweede lid.

§ 3. De bemiddelingscommissie gaat in het bijzonder na of de bedongen huurprijs overeenstemt met de waarde van het verhuurde pand. De Koning bepaalt in overleg met de sector de gemiddelde waarde van de panden per kanton.

Wanneer zij vaststelt dat de prijs de normale huurprijs overstijgt kan zij de huurprijs ambtshalve reduceren.

§ 4. Met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met een geldboete van 500 EUR tot 25 000 EUR

quiconque aura, directement ou par un intermédiaire, abusé de la position particulièrement vulnérable du titulaire de la licence visée à l'article 2 par la vente, la location ou la mise à disposition de chambres ou de tout autre espace en vue de réaliser un profit anormal.

Sera puni d'une peine identique, le bailleur qui aura perçu ou tenté de percevoir, directement ou par un intermédiaire, du titulaire de la licence visée à l'article 2 un loyer supérieur au prix convenu dans le contrat de bail avec le titulaire de la licence visée à l'article 2.

§ 5. Si la commission présume que le prix effectivement payé par le titulaire de la licence excède le prix convenu dans le contrat, la commission en avise le procureur du Roi.

Art. 6

L'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants est complété par l'alinéa suivant :

«Est présumée, jusqu'à preuve du contraire, se trouver dans les conditions d'assujettissement visées à l'alinéa 1^{er}, toute personne physique qui se trouve en possession de la licence visée à l'article 2 de la loi du ... visant à octroyer une licence aux prostituées.»

Art. 7

Le titulaire d'une licence est réputé avoir entamé son activité professionnelle indépendante à la date de délivrance de la licence. Cette activité est présumée se terminer à l'expiration de la licence.

Art. 8

Les titulaires de la licence visée à l'article 2 ne sont pas réputés exercer une activité commerciale au sens de l'article 4 des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964.

1^{er} juillet 2003.

wordt gestraft hij die rechtstreeks of via een tussenpersoon misbruik maakt van de bijzonder kwetsbare positie van de houder van de in artikel 2 bedoelde vergunning door de verkoop, verhuur of ter beschikking stelling van kamers of enige andere ruimte met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren.

Met dezelfde straf wordt gestraft de verhuurder die rechtstreeks of via een tussenpersoon van de houder van de in artikel 2 bedoelde vergunning een huurprijs ontvangt of poogt te ontvangen die hoger is dan de prijs die in de huurovereenkomst met de houder van de in artikel 2 bedoelde vergunning werd bedongen.

§ 5. Indien de commissie vermoedt dat de door de houder van de vergunningen werkelijk betaalde prijs de in de overeenkomst bedongen prijs overstijgt, brengt de commissie de procureur des Konings hiervan op de hoogte.

Art. 6

Artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen wordt aangevuld met het volgende lid :

«Wordt op onweerlegbare wijze geacht zich in de in het eerste lid bedoelde voorwaarden tot onderwerping te bevinden, ieder natuurlijke persoon die in het bezit is van de vergunning zoals bepaald in artikel 2 van de wet van ... tot toekenning van een vergunning aan prostituees.»

Art. 7

De houder van een vergunning wordt geacht zijn zelfstandige beroepsactiviteit te hebben aangevat op datum van de toekenning van de vergunning. Deze activiteit wordt geacht te eindigen bij verval van de vergunning.

Art. 8

De houders van de in artikel 2 bedoelde vergunning worden niet geacht een handelsactiviteit uit te oefenen in de zin van artikel 4 van de wetten betreffende het handelsregister gecoördineerd op 20 juli 1964.

1 juli 2003.

Erika THUIS.